



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

anrs
MALADIES INFECTIEUSES
EMERGENTES Inserm

ars
Agence Régionale de Santé
Île-de-France

Saint-Denis, Paris, le 1/12/2023

Élimination de la transmission du VIH en Île-de-France en 2030: Une initiative de l'ARS Île-de-France et de l'ANRS | MIE pour accélérer la lutte régionale contre le VIH par une meilleure connaissance de l'épidémie, partagée avec l'ensemble des acteurs, et une meilleure implémentation des stratégies de prévention

L'objectif de la fin des contaminations par le VIH en 2030 est à notre portée. Nous disposons d'outils divers et performants pour atteindre ces objectifs et pourtant le nombre annuel de découvertes de séropositivités au VIH régresse encore trop lentement en Île-de-France, qui concentre plus de 40% des découvertes en France chaque année. L'exemple des résultats obtenus dans d'autres métropoles (Londres, Sydney, Amsterdam) montre pourtant qu'une accélération réelle est possible.

Pour accroître significativement l'efficacité des programmes/projets développés en Île-de-France, il est nécessaire de disposer de données plus précises, plus fréquemment mises à jour, et plus accessibles par l'ensemble des acteurs de la prévention et de la prise en charge, pour permettre un pilotage plus fin des actions menées, en termes de territoires ou de populations.

L'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales | Maladies infectieuses émergentes (ANRS | MIE), et l'Agence régionale de santé Île-de-France ont donc proposé mi-septembre aux principaux producteurs de données épidémiologiques sur l'infection à VIH de faire un état des lieux partagé des données disponibles sur la situation en Île-de-France, de leurs modes de recueil, de leurs limites et leurs évolutions prévues ou possibles.

Cet état des lieux doit permettre d'identifier les analyses supplémentaires à mener à partir des données existantes et d'identifier de nouvelles données nécessaires pour améliorer notre compréhension de l'épidémie pour mieux mettre en place des interventions.

Ont participé à ces échanges Santé Publique France, l'ORS Île-de-France, l'INSERM/IPELSP, la cheffe de projet COINCIDE (INSERM/COREVIH IDF), le Groupement EPIPHARE, le COREVIH Île-de-France centre, avec les données de l'Assurance Maladie et des représentants associatifs (TRT5).

Les principaux éléments du diagnostic partagé à partir de plusieurs sources de données épidémiologiques sur l'infection à VIH :

La baisse des nouveaux diagnostics VIH est très significative en Île-de-France entre 2017 et 2021 : de -35 à -45%, plus marquée à Paris que dans les autres départements de la région. Cependant, pour la catégorie des hommes nés à l'étranger ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) et celle des personnes transgenres on observe une augmentation récente.

En 2022, selon Santé Publique France, les découvertes de séropositivité en Île-de-France se situeraient autour de 2348 [2252-2444] signalant une possible ré-augmentation sur laquelle des travaux supplémentaires doivent être engagés.

En 2022, à partir des données des Corevih Île-de-France, 49 076 personnes étaient suivies dans 48 hôpitaux en Île-de-France : 98% sont traitées et 92% avaient une charge virale indétectable.

En 2022, le nombre total de dépistage du VIH (1,6 million) a dépassé celui de 2019. Les dépistages réalisés dans les Centres gratuits de dépistage (CeGIDD) ont augmenté ; le dépistage dit communautaire (TROD) a baissé d'environ un tiers ; et le dispositif de dépistage sans ordonnance dans les laboratoires de biologie médicale récemment mis en place représente pour cette première année 5,7% des sérologies en laboratoire de ville.

Entre 2017 et 2023, parmi les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH), le dépistage dans l'année a augmenté mais encore près d'un HSH sur trois ne rapporte pas de test dans les 12 mois. Le dépistage répété a été multiplié par deux dans cette enquête réalisée par Santé publique France (ERAS).

L'usage de la prophylaxie préexposition au VIH (PrEP) continue son augmentation.

Les données d'Epi-Phare jusqu'au 30 juin 2023 indiquent qu'en Île-de-France la diffusion de la PrEP se poursuit à un rythme constant à Paris et en petite couronne, mais à un rythme accéléré en grande couronne. Au 30 juin 2023, avec plus de 3 600 initiations dans le 1^{er} semestre 2023, 22 353 personnes avaient eu une délivrance de PrEP dans la région, soit une hausse de 20% sur 12 mois.

La PrEP bénéficie aujourd'hui principalement aux HSH. L'enquête ERAS montre qu'elle est bien connue des participants HSH de la région (>90%) mais moins utilisée en petite couronne (30%) et moins encore en grande couronne (20%) qu'à Paris (35,5%). Chez les HSH non prepeurs, la non-protection a augmenté entre 2017 et 2023.

On ne dispose pas de données récentes décrivant l'exposition au VIH et les comportements de dépistage dans la population issue d'Afrique subsaharienne.

Les données d'une étude réalisée par ANRS en 2012-13 (Parcours) sur les conditions des unions restent sans doute pertinentes : l'exposition au VIH des migrants originaires d'Afrique sub-saharienne est augmentée par la précarité des conditions de vie dans la période qui suit l'arrivée, compte tenu des réseaux prioritaires de relation (pays d'origine, communauté ethnique...) ; cette population est dépistée plus tardivement.

La cartographie communale établie par l'étude COINCIDE permet de catégoriser finement l'épidémie au niveau territorial selon les populations clés. Le recoupement de celle-ci avec les caractéristiques socio-démographiques des communes doit permettre d'identifier plus finement encore les aires prioritaires pour des actions de prévention.

Un croisement de ces données avec la densité de l'offre de soins primaires est possible grâce aux cartographies ORS et en y ajoutant l'offre dédiée à la prévention et aux soins du VIH. Cette analyse croisée facilitera l'évaluation des ressources à mobiliser pour agir sur l'implémentation de deux stratégies dans les populations clés qui vont nous permettre d'éliminer la transmission du VIH : améliorer le dépistage afin de traiter rapidement les personnes vivant avec le VIH et accroître l'utilisation de la PrEP chez les personnes non infectées par le VIH.

Une synthèse des enseignements de ces échanges sera présentée aux acteurs concernés dans les prochaines semaines et les données seront mises à disposition de manière large, sous une forme compréhensible et facilement accessible.